



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de
l'environnement

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement



N° 14734*03

*Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative*

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Extension d'un entrepôt de stockage frigorifique et création d'un local de charge.

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

AZURITE FRANCE PROPCO

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

Guillaume HEEMERYCK - ASSET MANAGER

RCS / SIRET

8 3 5 2 8 3 9 5 3 0 0 0 1 5

Forme juridique

Société en nom collectif

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
39. Travaux et construction	a) Travaux et construction qui créent une surface de plancher ou une emprise au sol supérieure à 10 000 m ² . Extension d'une cellule de 1500 m ² et création d'un local de charge complémentaire de 300 m ² , sur une base logistique de 11 cellules (4 bâtiments) présentant une surface actuelle de 37 980 m ² , soit à terme 39 780 m ² (> 10 000 m ²).

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet consiste à créer :

1) Une extension d'une cellule de stockage au niveau du bâtiment "EF" de la plateforme logistique ; d'une surface de 1500 m² environ, il s'agira d'une cellule frigorifique (température 2-4°C) à laquelle sera associé pour ce faire un groupe froid, localisé sur une dalle béton à l'extérieur. Elle sera construite au Nord-est du bâtiment existant, dans le prolongement de celui-ci (hauteur équivalente soit 11,55 m à l'acrotère).

Le stockage des produits frais sera réalisé en racks. L'extension disposera de 3 portes de quais pour les opérations de chargement et déchargement par camions.

2) Un local de charge supplémentaire, dédié au bâtiment "EF". D'une surface de l'ordre de 300 m² et d'une hauteur limitée à 6 m, ce local sera accessible depuis la nouvelle cellule susmentionnée.

4.2 Objectifs du projet

Pour l'exploitant STG :

Augmentation de la surface de stockage
Création d'un local de charges

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Les travaux seront réalisés en 2 phases :

- Phase 1 : création du local de charge (durée d'environ 16 semaines),
- Phase 2 : création de l'extension (cellule frigorifique).

Les travaux seront réalisés sur la surface imperméabilisée existante. Il n'est pas prévu de décapage complet de l'enrobé.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

L'extension permettra le stockage de produits frais dans une cellule maintenue en température (2-4°C) via un groupe froid implanté à l'extérieur du bâtiment. Au regard de l'évolution de la nomenclature et des installations déjà autorisées sur le site, les produits entreposés relèveront de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE.

Les marchandises seront stockées sur palettes en masse ou en racks.

La manutention des palettes sera réalisée grâce à des engins de manutention électriques dont la recharge sera effectuée dans le nouveau local de charge créé.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le site accueillant le projet a fait l'objet d'une demande d'autorisation d'exploiter présentée le 14 Février 2000 qui a conduit à l'obtention de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter du 13 Juin 2001.

Sont visées dans cet arrêté notamment les rubriques ICPE n°1510 (stockage de matières combustibles en entrepôt couvert) au régime d'Autorisation et n°2925 (atelier de charge d'accumulateurs) au régime de Déclaration.

Les modifications souhaitées ne viennent pas modifier les régimes de ces deux rubriques ICPE.

Un permis de construire est déposé en Mairie de LONGVIC parallèlement à la présente demande, incluant l'extension de la cellule et la création du local de charge.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Surface de l'extension de l'entrepôt de stockage	1 500 m ²
Hauteur à l'acrotère	11,55 m
Surface du local de charge	300 m ²
Hauteur du local	6 m

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation

Adresse du bâtiment objet de l'extension :

7 Rue Romelet
21 600 LONGVIC

Adresse de l'ICPE globale portée par l'AP susmentionné :

111 Rue Romelet
21 600 LONGVIC

Coordonnées géographiques¹

Long. ___° ___' ___" ... Lat. ___° ___' ___" ...

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. ___° ___' ___" ... Lat. ___° ___' ___" ...

Point d'arrivée :

Long. ___° ___' ___" ... Lat. ___° ___' ___" ...

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui

Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui

Non

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

Dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 14/02/2000 intégrant une étude d'impact. AP d'autorisation du 13/06/2001.

Demande initiale portant sur la création de 4 bâtiments logistiques recoupés en 11 cellules de stockage dont certaines frigorifiques (dont les cellules E et F auxquelles se rattache l'extension).

Présence d'ores et déjà de 3 ateliers de charge d'accumulateurs sur le site existant.

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	ZNIEFF la plus proche du site : ZNIEFF de type II "Côte et arrière-côte de Dijon" (référence du MNHN 260014997) située à 2,6 km à l'Ouest.
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Zone couverte par un arrêté de protection biotope la plus proche du site : "Fp / Corniches Calcaires - Entité n°13 - Faucon Pèlerin / Carrière de Dijon" (référence du MNHN : FR3800964) localisée à 5 km au Nord-ouest du site.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas de parc ou réserve naturelle dans un rayon minimal de 5 km autour du site.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Commune de LONGVIC appartenant à la Métropole dijonnaise qui dispose d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE définitif) en date du 17/06/2019. Site impacté par le bruit des infrastructures présentes à proximité.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site non concerné par un périmètre de protection de monument historique (cf PLUi de la Métropole dijonnaise - Carte des SUP). Site localisé dans la zone tampon d'un bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO : Climats du vignoble de Bourgogne (identifiant UNESCO : 1425). Site non localisé dans un site patrimonial remarquable.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de zone humide sur le site identifiée dans le cadre de l'inventaire des milieux humides de Bourgogne-Franche-Comté. Site hors zone RAMSAR.

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Commune de LONGVIC concernée par le PPRN Inondation "21DDT20130005 - PPR Longvic" approuvé le 24/06/2014. Site hors zone réglementaire. Absence d'autre PPRN. Commune de LONGVIC concernée par 3 PPPRT: 21DDT20120001 - Dijon Céréales approuvé le 20/12/2010 (effets toxiques) ; 21DDT20130002 - Entrepôts pétroliers dijonnais approuvé le 06/02/2014 (effets toxiques et surpression) ; 21DDT20130003 - Raffinerie du Midi approuvé le 28/11/2016 (effets thermiques et surpression).
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Site non recensé comme BASIAS ou BASOL.
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Commune de LONGVIC visée par l'Arrêté Préfectoral du 20/12/2005 portant classement en zone de répartition des eaux de certaines communes du département de la Côte d'Or concernées par la "nappe de Dijon-Sud" (niveau argileux intermédiaire peu épais, voire inexistant).
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Site non concerné par un périmètre de protection de captage AEP (cf PLUi de la Métropole dijonnaise - Carte des SUP).
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Site inscrit le plus proche : "Propriété et parc du Castel à Dijon" localisé à 2 km au Nord du site (Identifiant : SI_21_046).
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Zone Natura 2000 (ZSC) la plus proche du site : "Combes de la Côte dijonnaise" à 3,7 km à l'Ouest du site (référence FR2600956). Zone Natura 2000 (ZPC) la plus proche du site : "Arrière Côte de Dijon et de Beaune" à 2,9 km à l'Ouest du site (référence FR22612001).
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Site classé le plus proche : "Cours du Parc à Dijon" localisé à 1,6 km au Nord-est du site (Identifiant : SC_21_029).

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? <i>Appréciez sommairement l'impact potentiel</i>
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Extension d'une plateforme logistique déjà alimentée en eau potable. Pas d'ajout de bureaux ou locaux sociaux. Pas de consommation d'eau dans le cadre de l'activité même de logistique.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Extension réalisée sur le site existant sans modification du sol.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas de décapage du terrain prévu.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas de travaux de terrassement nécessitant l'apport de terres.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Réalisation des travaux sur une aire déjà imperméabilisée (enrobé bitumineux) au sein du site déjà autorisé. Pas de consommation d'espace naturel. Site localisé en zone industrielle à proximité d'infrastructures de communication importantes.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Réalisation des travaux sur une aire déjà imperméabilisée (enrobé bitumineux) au sein du site déjà autorisé. Pas de consommation d'espace naturel.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Site hors zonage réglementaire du PPRT Raffinerie du Midi. Site hors zonage réglementaire du PPRT Entrepôt Pétrolier Dijonnais. Site hors zonage réglementaire du PPRT Dijon Céréales.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Commune localisée en zone "exposition moyenne" par rapport au risque de retrait-gonflement des argiles. Site hors zone d'aléas inondation (PPRi) et en dehors du TRI du Dijonnais. Site en zone 1 (très faible) pour le risque séisme. Absence de cavités souterraines recensées sur la commune. Pas de mouvements de terrains recensés sur la zone industrielle.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Création d'une cellule supplémentaire avec 3 portes de quais. Soit une augmentation limitée à environ 10 PL/j en terme de trafic.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Augmentation légère du trafic pouvant être associée à une augmentation limitée des nuisances acoustiques associées. Groupes froids pour la cellule frigorifique pouvant être à l'origine d'émissions acoustiques. Site impacté par les émissions sonores des voies de communication importantes à proximité (voie ferrée en particulier).

	<p>Engendre-t-il des odeurs ?</p> <p>Est-il concerné par des nuisances olfactives ?</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<p>Pas de stockage de produits odorants. Entreposage de produits frais conditionnés.</p>
	<p>Engendre-t-il des vibrations ?</p> <p>Est-il concerné par des vibrations ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<p>Vibrations possibles au niveau du groupe froid pour le maintien en température (2-4°C) de la nouvelle cellule. Équipement installé à l'extérieur sur dalle béton.</p> <p>Possible vibrations liées à la présence de la voie ferrée à proximité immédiate du site à l'Ouest.</p>
	<p>Engendre-t-il des émissions lumineuses ?</p> <p>Est-il concerné par des émissions lumineuses ?</p>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<p>Pas d'ajout notable de sources lumineuses.</p> <p>Site localisé en zone industrielle déjà très impactée par l'éclairage public de la Métropole dijonnaise.</p>
Emissions	<p>Engendre-t-il des rejets dans l'air ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Augmentation limitée des émissions indirectes dans l'air liées à l'augmentation non significative du trafic.</p>
	<p>Engendre-t-il des rejets liquides ?</p> <p>Si oui, dans quel milieu ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Regard prévu dans le local de charge pour confiner tout déversement accidentel éventuel.</p>
	<p>Engendre-t-il des effluents ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Extension installée à la place d'une zone imperméabilisée (enrobé bitumineux). Eaux pluviales initialement de voiries remplacées par des eaux pluviales de toiture : pas d'augmentation du volume des eaux pluviales générées par le site.</p>
	<p>Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Activité de logistique susceptible de générer quelques déchets d'emballage. Pas de modification de la typologie des déchets par rapport à la situation actuelle. Augmentation éventuelle très limitée au regard du volume de la cellule.</p>

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Site localisé au sein d'une zone industrielle. Construction de l'extension dans le prolongement du bâtiment existant au sein d'un site déjà autorisé.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Construction de l'extension dans le prolongement du bâtiment existant au sein d'un site déjà autorisé.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Les mesures actuelles et celles prévues dans le cadre du projet permettront de limiter l'impact de ce dernier sur l'environnement, en phase exploitation. Notamment :

- Pas de consommation d'espaces naturels ou agricoles : extension au sein même du site existant sur une zone déjà imperméabilisée ;
- Absence de prélèvement dans le milieu naturel ;
- Eaux pluviales des voiries (cours camions) gérées de la même façon qu'actuellement (traitement par séparateur HCT) ;
- Vérifications périodiques du groupe froid pour prévenir toute fuite de fluide frigorigène ;
- Arrêt des moteurs des camions lors des opérations de chargement et déchargement ;
- Tri et valorisation de déchets complémentaires comme réalisé aujourd'hui sur le site.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

L'extension projetée sera à l'origine de très peu d'incidences sur l'environnement par rapport à l'activité actuelle du site autorisée, activité de logistique déjà peu impactante sur l'environnement : pas de consommation d'eau industrielle, pas de rejet d'eaux résiduaires, pas d'augmentation du volume des eaux pluviales, absence de rejets atmosphériques directs notables, quantités de déchets limitées. Le projet consiste à créer une extension de 1500 m² d'un bâtiment existant avec un local de 300 m², surfaces très limitées au regard du site existant, et ce sur une surface présente à l'intérieur du site autorisé et déjà imperméabilisée. Le trafic complémentaire associé sera très limité. De plus, l'exploitant respectera les exigences de l'Arrêté Ministériel du 11 Avril 2017 liées en particulier à l'environnement.

A cet égard, l'élaboration d'une évaluation environnementale n'apparaît pas nécessaire.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à LYON

le, 06/01/2022

Signature

Guillaume HEEMERYCK
Asset Manager

